

# DOSSIER DE CANDIDATURE



DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE

## APPEL A CANDIDATURE

**Volontaires pour la co-écriture des principes d'intégration  
du référentiel des droits culturels des personnes  
aux règlements régissant la politique culturelle régionale**

**ANNEE 2017**

Nom / Nom de la structure (sans sigle) : .....

Adresse précise du siège social (cf INSEE) : ⓘ L'adresse du siège social sera la seule  
adresse de correspondance utilisée.

Code Postal : ..... Commune : .....

Courriel : .....

Site Internet : .....

**Montant de la subvention sollicitée : .....€**

Le dossier est à adresser par voie postale à :

**Monsieur le Président du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine  
Direction de la Culture et du Patrimoine  
Appel à candidature Droits culturels  
33077 Bordeaux Cedex**

ou par courriel à l'adresse électronique suivante : [droitsculturels@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:droitsculturels@nouvelle-aquitaine.fr)

Il doit être accompagné d'un courrier adressé à M. le Président du Conseil régional, confirmant votre candidature et indiquant le montant de l'aide régionale sollicitée à ce titre, dûment signé par le représentant légal de l'organisme demandeur.

**La date limite de remise du dossier dûment complété est fixée au 3 mai 2017.**

Contact au sein des services de la Région : Luc TRIAS - Direction de la Culture et du Patrimoine – Tél. 05 57 57.98 -

# Pièces à joindre à votre dossier

## **Pour toute demande devront figurer dans le dossier :**

- Une **version papier** ou numérique du dossier, complété des pièces ci-dessous :
- Une **lettre de saisine motivée, datée et signée par le représentant** de la structure, adressée à Monsieur le Président du Conseil Régional ;
- La copie de **l'avis de situation** au répertoire SIRENE, récent et actualisé ;
- Un R.I.B faisant apparaître **le logo de la banque**  
**i** le nom du bénéficiaire et/ou de l'organisme et l'adresse indiqués sur le RIB doivent être **rigoureusement identiques** aux informations figurants sur l'avis de situation au répertoire SIRENE/SIRET – INSEE
- la copie des statuts

## **Pour les Collectivités Territoriales ou Regroupement de Collectivités**

- Une copie de la délibération adoptant le projet et son plan de financement prévisionnel.

## **Pour les organismes privés (Associations, SCOP,...)**

- Les références d'insertion au Journal Officiel,
- les statuts mis à jour,
- la liste des membres du Conseil d'Administration et du Bureau,
- le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.
- K bis pour les entreprises

*Des pièces complémentaires pourront être demandées par les services lors de l'instruction de la demande de subvention.*



## Projet et activités de la structure

L(es) activité(s) principale(s) de la structure :

- Création artistique
- Action culturelle
- Action socio-culturelle
- Action patrimoniale
- Action linguistique
- Education populaire

L'objet de la structure (décrire en quelques lignes les objectifs principaux de la structure) :

Les principales actions menées au cours de l'année 2016 (présenter en quelques lignes les principales actions menées en 2016 avec, autant que possible, pour chacune d'elles, le nom de l'action, sa durée, son objet, la nature et le nombre des publics concernés...)

## Moyens Matériels

Etes-vous :

- **propriétaire** d'un lieu de diffusion et/ou d'un lieu permanent et/ou de bureau (précisez) :  
.....
- **gestionnaire** d'un lieu confié par une collectivité publique (local collectif, autre) :  
.....
- **utilisateur régulier d'un local de diffusion** dans votre commune de résidence ou en dehors (indiquer lequel) :  
.....
- **mutualisez-vous vos locaux artistiques et/ou administratifs** avec d'autres structures ou équipes professionnelles :  
.....

## Conventionnements

Partenaire public	Date de signature de la convention	Durée de la convention et années concernées	Objet de la convention	Si la convention est pluripartite, quels sont les autres partenaires publics signataires ?

## Renseignements concernant les Ressources Humaines

CONVENTION COLLECTIVE

A quelle(s) convention(s) collective(s) votre structure se rattache-t-elle pour la rémunération de ses salariés ?.....

REFERENT DE LA STRUCTURE POUR LA DEMARCHE OBJET DU PRESENT APPEL A CANDIDATURE :

- Nom :
- Prénom :
- Fonction :

Le référent s'engage notamment à représenter la structure dans chacun des six temps de travail collectifs tels qu'identifiés dans le règlement du présent appel à candidature.

RESSOURCES HUMAINES

Merci de remplir aussi précisément que possible le tableau de la page suivante.

Fonction précise	Nom-prénom	ANNEE 2015 (réalisé)			ANNEE 2016 (prévisionnel actualisé et projection jusqu'au 31/12/2016)			ANNEE 2017 (prévisionnel)		
		Permanents		Intermittents	Permanents		Intermittents	Permanents		Intermittents
		ETP*	Type de contrat	Nbre d'heures par an	ETP*	Type de contrat	Nbre d'heures par an	ETP*	Type de contrat	Nbre d'heures par an
<b>ADMINISTRATION (administration, diffusion, production, médiation, autres à préciser)</b>										
<b>Masse salariale (salaires+charges)</b>	<b>SOUS -TOTAL</b>	ETP = (H/1607)	€	h	ETP = (H/1607)	€	h	ETP = (H/1607)	€	h
<b>TECHNIQUE</b>										
<b>Masse salariale (salaires+charges)</b>	<b>SOUS -TOTAL</b>	ETP = (H/1607)	€	h	ETP = (H/1607)	€	h	ETP = (H/1607)	€	h
<b>ARTISTIQUE</b>										
<b>Masse salariale (salaires+charges)</b>	<b>SOUS -TOTAL</b>	ETP = (H/1607)	€	h	ETP = (H/1607)	€	h	ETP = (H/1607)	€	h
<b>TOTAL</b>	<b>Total salariés :</b>	<b>ETP</b>	<b>€</b>	<b>h</b>	<b>ETP</b>	<b>€</b>	<b>h</b>	<b>ETP</b>	<b>€</b>	<b>h</b>

# Budget Réalisé 2016

Année ou Exercice 2016

Arrêté au : .....

CHARGES	Prévisionnel 2016	Réalisé 2016 au	%	PRODUITS	Prévisionnel 2016	Réalisé 2016 au	%
<b>I. Charges directes affectées à l'action</b>				<b>I. Ressources directes affectées à l'action</b>			
<b>60 – Achat</b>				<b>70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises</b>			
Prestations de services				Prestations de services			
Achats matières et fournitures				Vente de marchandises			
Autres fournitures				Produits activités annexes			
<b>61 - Services extérieurs</b>				<b>74- Subventions d'exploitation (2)</b>			
Locations immobilières et immobilières				Etat:			
Entretien et réparation							
Assurance							
Documentation							
Divers				Région			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>							
Rémunérations intermédiaires et honoraires				Département			
Publicité, publication				Commune(s):			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres							
<b>63 - Impôts et taxes</b>				Organismes sociaux ( à détailler):			
Impôts et taxes sur rémunération							
Autres impôts et taxes							
<b>64- Charges de personnel</b>				Fonds européens			
Rémunération des personnels				ASP (emplois aidés)			
Charges sociales				Autres aides, dons ou subventions affectées			
Autres charges de personnel				-			
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>				<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>			
<b>66- Charges financières</b>							
<b>67- Charges exceptionnelles</b>				<b>76 - Produits financiers</b>			
<b>68- Dotation aux amortissements</b>				<b>7 8 – Reports</b> ressources non utilisées d'opérations antérieures			
<b>I. Charges indirectes affectées à l'action</b>				<b>I. Ressources indirectes affectées à l'action</b>			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>							
<b>Frais financiers</b>							
<b>Autres</b>							
<b>Total des charges</b>				<b>Total des produits</b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>				<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>			
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>				<b>TOTAL</b>			

Report à nouveau 2015 inscrit au BP 2016 : +/- .....

Résultat 2016 excédentaire ou déficitaire de : +/- .....

A : .....

Le .....

Signature (Nom, prénom, qualité)

# Votre structure et les droits culturels

Précisez ici, en une page maximum, en quoi le projet et les activités de votre structure vous paraissent mettre en jeu les notions relevant du référentiel des droits culturels des personnes et, notamment, en quoi elles vous semblent pouvoir répondre aux préconisations contenues tant dans l'Observation générale 21 que dans le rapport Shaheed (textes annexés au règlement de l'appel à candidature)

(A défaut d'être écrite, cette partie peut éventuellement prendre la forme d'un support audiovisuel dont la durée de visionnage n'excède pas 5 minutes)



# Expérimentation(s) proposée(s)

Décrivez ici la ou les (deux, au maximum) expérimentations que vous entendez mener dans le cadre du présent appel à candidature.

Expérimentation n° 1

1. Bref intitulé de l'expérimentation :

2. Objectifs de l'expérimentation :

- En quoi vise-t-elle à favoriser le respect ou l'exercice des droits culturels des personnes ?

- Quel(s) obstacle(s) au respect ou à l'exercice des droits culturels des personnes vise-t-elle à surmonter ?

3. Description de l'expérimentation (modalités concrètes de mise en œuvre, durée, moyens humains et techniques mobilisés...) :

## Expérimentation n°2 (facultative)

1. Bref intitulé de l'expérimentation :

2. Objectifs de l'expérimentation :

- En quoi vise-t-elle à favoriser le respect ou l'exercice des droits culturels des personnes ?

- Quel(s) obstacle(s) au respect ou à l'exercice des droits culturels des personnes vise-t-elle à surmonter ?

3. Description de l'expérimentation (modalités concrètes de mise en œuvre, durée, moyens humains et techniques mobilisés...) :

A défaut d'être écrite, la présentation de(s) expérimentation(s) proposée(s) peut éventuellement prendre la forme d'un support audiovisuel dont la durée de visionnage n'excède pas 5 minutes par expérimentation.

# Budget Prévisionnel de votre candidature

En remplissant le plan de financement ci-dessous, vous ne devez faire apparaître que les seules dépenses strictement liées à la mise en œuvre de l'appel à candidature, sur la totalité de la période de conduite de la démarche (septembre 2017 – décembre 2018)

Ne pas indiquer les centimes – Tout prévisionnel doit être présenté en équilibre

<b><u>CHARGES</u></b>	Montant TTC	<b><u>PRODUITS</u></b>	Montant TTC
<b>Surcoûts d'activités liés à la mise en œuvre de(s) (l')expérimentation (s)</b>		<b>Subventions</b>	
Achats d'études et de prestations de services		Région	
Fournitures		Autres (facultatif, précisez) :	
Locations			
Rémunérations, honoraires (personnels non permanents)			
Autres (précisez) :			
<b>Rémunération du temps de travail consacré à la démarche</b>		<b>Autres ressources (facultatif)</b>	
Temps de travail consacré à la conduite de(s) expérimentation(s)		Vente de marchandises	
Temps de travail consacré à la participation et à la contribution au travail collectif		Autofinancement	
<b>Défraiements</b>			
Transports			
Restauration et hôtellerie			
<b>TOTAL DES CHARGES TTC</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS TTC</b>	

A : .....  
 Le : .....

*Signature (Nom, prénom, qualité)*

## ANNEXE 1

# ATTESTATION SUR L'HONNEUR

**Cette fiche doit obligatoirement être remplie. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.**

Je soussigné(e) (nom et prénom) .....  
représentant(e) légal(e) de :.....

- certifie que la structure est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants,
- confirme l'engagement de la structure à mener à bien la(les) expérimentations telle(s) que décrite(s) dans le présent de dossier de candidature,
- confirme l'engagement de la structure à produire les documents nécessaire à la conduite de la démarche et à être représentée par le référent désigné à chacun des six temps de travail collectif tels que définis dans le règlement du présent appel à candidature.
- prend acte du fait qu'en cas de non respect de ces règles, j'expose ma structure à l'obligation de reversement des sommes versées par la Région,

Fait à : ..... le : .....

Signature

## Attention

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal. Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.